



RAPPORT MENSUEL DE MONITORING DE PROTECTION

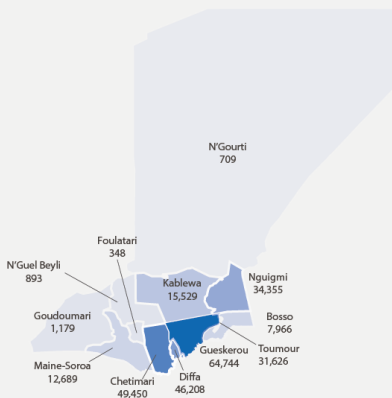
Région de Diffa (Communes Diffa, N'Guigmi, Bosso, Toumour, Kablewa et Guèskéroù) | Octobre 2020

Chiffres globaux - Région de Diffa

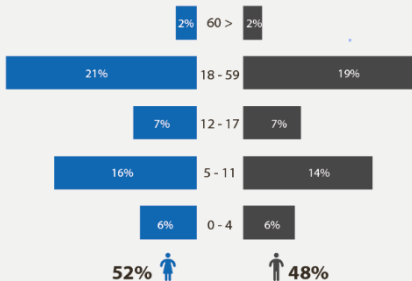
73,316
ménages

265,696
individus

Répartition spatiale des déplacés

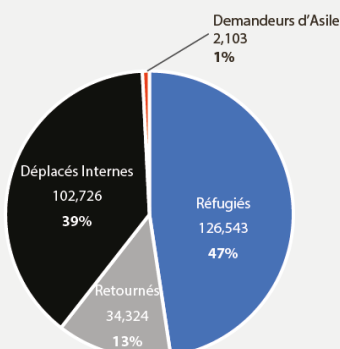


Pyramide des âges



79%
femmes et enfants

Répartition par statut



I. APERCU DE L'ENVIRONNEMENT SECURITAIRE ET DE PROTECTION

Au cours du mois d'octobre 2020, la situation sécuritaire est restée instable sur l'ensemble de la région de Diffa, en particulier dans les départements de Bosso et de N'Guigmi avec une forte menace des Groupes Armés Non Etatiques (GANE) sous forme d'incursions de petits groupes d'individus armés qui débouchent sur des assassinats, des enlèvements contre paiement des rançons, des pillages des commerces dans les petites localités, et l'implantation d'EEI (engins explosifs improvisés) le long des axes principaux menant dans la commune de Bosso. Ces modes opératoires occasionnent chaque fois des victimes et des dégâts au sein de la population civile et renforce le sentiment d'insécurité générale. L'insécurité est aussi la principale cause des mouvements de populations vers la ville de Diffa et banlieues, considérées comme stables par les personnes qui se déplacent. C'est ainsi qu'en octobre, **3026 personnes ont été identifiées** comme ayant effectué des déplacements forcés par les équipes en charge du monitoring de protection.

En dehors de l'activisme des éléments des GANE, les populations civiles commettent les incidents VBG tels que les viols, agressions sexuelles, les violences psychologiques, et agressions physiques qui impactent négativement la vie dans les communautés.

En outre, les bavures des forces de défenses et de sécurité (FDS), les incursions et actions des bandits armés et les phénomènes dits naturels (les incendies, et les risques accrues d'inondation du fait de la crue de la rivière Komadougou Yobé qui sert de frontière entre le Nigeria et le Niger), impactent négativement le quotidien des populations.

Aux actes susmentionnés, il faut noter que l'évasion de 10 détenus présumés, éléments des GANE du commissariat de Diffa et la perquisition à Maliari par les FDS ayant permis de retrouver et de saisir plusieurs armes à feu dans un ménage, ont accru la psychose générale dans toute la région de Diffa.

Par ailleurs, dans le cadre des préparatifs de la fête tournante du 18 Décembre, la ville de Diffa a reçu le samedi 31 Octobre la visite du premier ministre du Niger. Au cours de cette visite, plusieurs résolutions ont été prises parmi lesquelles une accentuation des patrouilles militaires dans toute la région, un renforcement de la présence de la police dans la ville de Diffa afin de freiner les velléités des GANE.

Chiffres clés du rapport

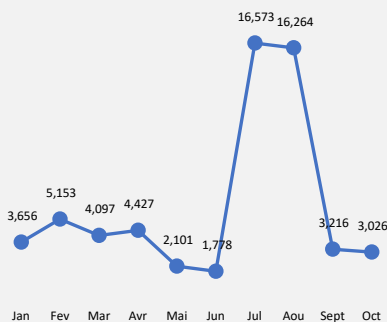
Mouvements des populations

647 ménages

3,026 individus

4.7 taille moyenne des ménages en
Mouvement inter sites

Chiffres des mouvements de populations en 2020
dans la région de Diffa



34 incidents de protection ;

87 victimes ;

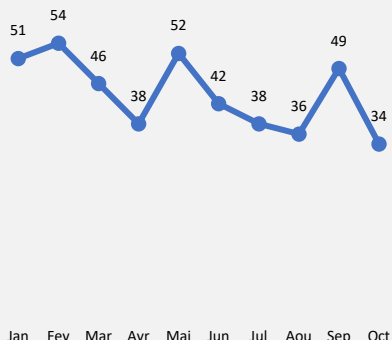
40% des victimes sont des femmes et des

enfants ;

22% des victimes sont des mineurs ;

Tendances mensuelles

Incidents par mois de Janvier à Octobre
2020



En vue de renforcer le leadership de l'Etat dans son rôle d'acteur principal de protection, des missions de monitoring de protection et deux sessions de renforcement des capacités ont été conduites en faveur des autorités en charge de la migration sur le principe de non-refoulement.

II. CONTEXTE OPERATIONNEL

Le contexte opérationnel est marqué par :

- Une crainte liée aux menaces d'enlèvements, extorsions de biens et assassinats que connaît la région.
- La persistance du « no go » dans les communes de Bosso, Toumour, Gueskerou (Sud) qui connaissent des infiltrations répétées des éléments de GANE avec comme conséquence principale, la réduction de l'accès humanitaire.
- Un mouvement continu des populations à la suite des menaces des GANE dans la commune de Diffa et du nord Gueskerou au village de Kri Kourou.
- La montée des eaux de la Komadougou provoquant un début d'inondation des champs des populations et des localités riveraines.

III. MOUVEMENTS DES POPULATIONS DANS LA REGION

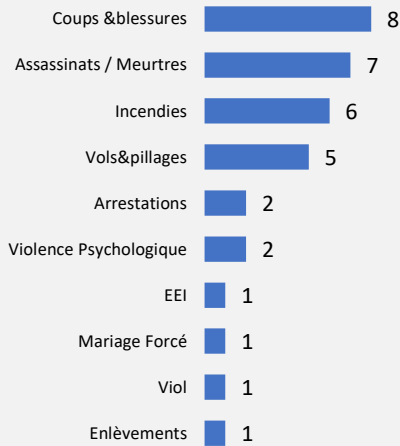
Au cours de la période sous revue, **647 ménages de 3026 personnes composés d'IDPs**, réfugiés et retournés en provenance des communes de Gueskerou se sont installées à Diffa. Aussi, **94 ménages de réfugiés et retournés** (ethnie : peuls) ont quitté la zone de Goudoumbari et de Toubou Guini, commune de KOUKAWA Bornou au Nigeria pour s'installer sur le site de Garin Wanzam.

A l'opposé, **26 ménages de 113 personnes** ont procédé au mouvement inverse en quittant le village Wanzam Yebi et les quartiers de Sabon carré, Awaridi, Garin, Festival de Diffa au Niger pour Damassak au Nigeria.

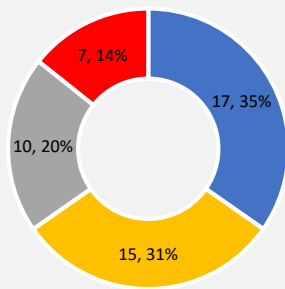
Ces déplacements sont moins importants que ceux des mois précédents où des localités entières s'étaient vidées de leurs populations pour se rendre à Diffa en quête de sécurité, mais également à la recherche de moyens de subsistance.

Types d'incidents

Typologie des incidents en Octobre 2020



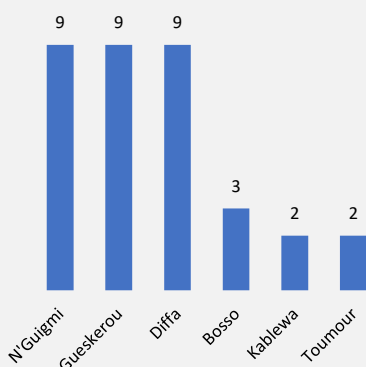
Violation des droits en Octobre 2020



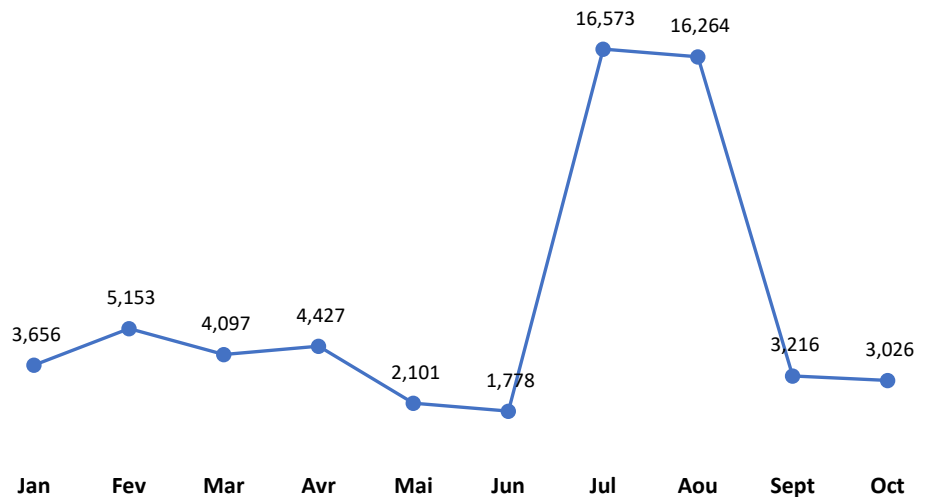
- Droit à la liberté
- Droit à l'intégrité
- Violences Basées sur le Genre
- Violations du droit à la propriété

Incidents par commune

Incidents par commune en Octobre 2020



Chiffres des mouvements de populations en 2020 dans la région de Diffa



A l'analyse du présent graphique, il ressort **une nette baisse des déplacements des populations**. Cette baisse est due à la présence quasi continue des FDS qui se matérialise par la multiplication des patrouilles qui rassurent les populations qui ont décidé de rester dans les zones d'habitation. Par ailleurs, la montée des eaux de la Komadouguo a également réduit la mobilité des éléments des GANE. A tout cela, s'ajoute également le fait qu'une bonne partie de la population dans les zones à risque avait fui au cours des mois précédents en direction de Diffa, aux motifs de : retrouver la sécurité, de bénéficier de l'assistance alimentaire et des abris.

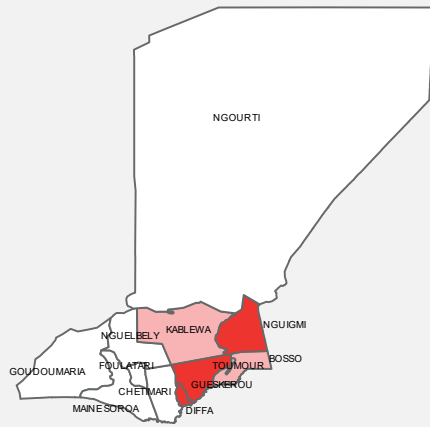
1. Mouvement inter sites

647 ménages de 3,026 personnes en déplacement, composés d'IDPs, réfugiés et retournés provenant des communes de Gueskerou (village Garin Wanzam Oulouwa, Malam Boulori, Douloum, Gay, Ngarwa, Ngadoua, Allah, Fouwa, Galori, Bla Kessa, Dewa Kalgueri, Waragou, Kablewa Fou gouri Dewa Fidé, elh Mainari, Ngagam), se sont installés sur les sites de Ariguirguidi et Boulougou Yaskou dans la banlieue de Diffa en Octobre 2020. Elles affirment avoir fui pour échapper aux exactions des GANE et donc bénéficier de l'assistance humanitaire.

2. Mouvement du Niger vers le Nigeria

26 ménages de 113 personnes dont (54 de sexe masculin et 59 de sexe féminin) ont quitté le village Wanzam Yebi et les quartiers de Sabon carré, Awaridi, Garin, Festival de Diffa pour Damassak au Nigeria, répondant ainsi favorablement à l'appel de leurs autorités qui les encouragent à retourner au Nigeria pour bénéficier de l'assistance en vivres et non-vivres.

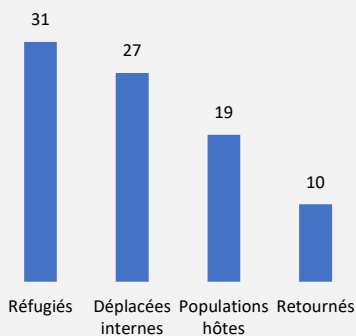
3. Mouvement du Nigeria vers le Niger



94 ménages de 477 personnes composés de réfugiés et retournés ont quitté la zone de Goudoumbari et Toubou Guini, dans la commune de KOUKAWA Bornou au Nigeria pour s'installer à Garin Wanzam, au Nord de la ville de Diffa, au Niger. Ce mouvement est dû à l'insécurité dans cette zone où les GANE collectent des taxes illégales. Lorsque la population ne coopère pas, les GANE les enlèvent, assassinent ou pillent une partie de leur bétail afin d'asseoir leur notoriété. Elles vont plus loin en enrôlant de force certaines personnes. Ne pouvant plus supporter ces exactions des GANE, ces populations ont décidé de se réfugier au Niger.

Statut des victimes des Incidents

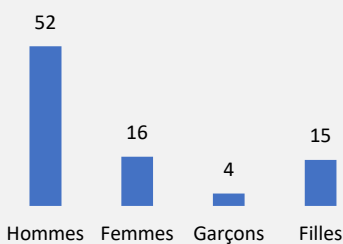
Statut des victimes des incidents en Octobre 2020



Pour l'heure, MSF accorde une prise en charge médicale et psychosociale aux personnes qui seraient traumatisées. Cependant, du fait que ces personnes proviendraient des zones sous contrôle des GANE, le risque qu'elles soient considérées comme des collaborateurs des GANE ou simplement assimilées à leurs éléments fuyant les offensives militaires est très élevé. Elles pourraient de ce fait, faire l'objet de stigmatisation de la part des communautés hôtes et celles les ayant précédées. Elles ont besoin de kits d'abris d'urgence, de vivres, WASH, de sécurisation du site, de sensibilisation sur la cohésion sociale et d'appui psycho-social et médical.

Genre et Age des victimes des incidents

Repartition des victimes selon le genre et l'âge en Octobre 2020

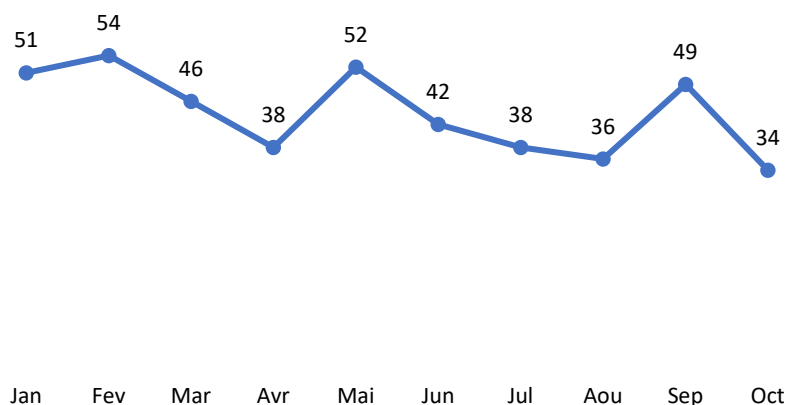


IV. INCIDENTS DE PROTECTION

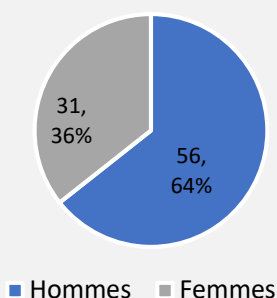
A. Evolution des incidents par mois

Au cours de la période sous-revue, **34 incidents de protection/violations** ont été rapportés dans la région, contre 49 pour le mois précédent et 36 au cours du mois d'août 2020. **51 victimes** ont été enregistrées contre 84 en septembre et 182 en août 2020.

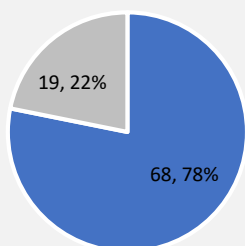
Incidents par mois de Janvier à Octobre 2020



Repartition par Genre



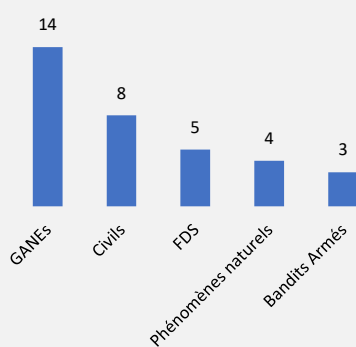
Repartition selon l'Age



■ Adultes ■ Mineurs

Auteurs des incidents

Auteurs des incidents en Octobre 2020



Victimes des enlèvements

Le nombre d'incidents et des victimes est en baisse par rapport au mois précédent. Cela peut s'expliquer par une prise de conscience des populations qui ont adopté des stratégies de survie telles que le déplacement préventif ou la constitution des groupes d'auto-défense appuyés par les forces de défense et de sécurité (Tchad et Niger). On note également l'augmentation du nombre des patrouilles des FDS dans la région, et la crue de la Komadougou qui réduiraient considérablement la force de nuisance des GANE.

B. Tableau récapitulatif des incidents par typologie, par commune

Incidents par localité	Violation du droit à la liberté		Violation du droit à la propriété			Violation du droit à l'intégrité physique			Violences sexuelles		Total	
	Arrestations arbitraires	Enlèvements	Vol/Extorsions/ de biens	Incendies	Taxes illégales	Homicides	Agressions phy /coups et blessures physiques	Mines exposition	Viols	Agressions sexuelles		Violences psychologiques
Localités												Total
Gueskerou			3			4	2					9
Diffa	2		1	4			1			1		9
N'Guigmi		1		1		2	2		1		2	9
Bosso							2	1				3
Toumour						1	1					2
Kabléwa			1	1								2
Total	2	1	5	6		7	8	1	1	1	2	34

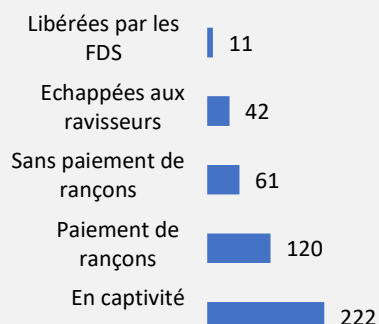
Tableau récapitulatif des incidents par typologie par communes

C. Violation des droits de l'homme

Au cours du mois d'Octobre, les agressions physiques et les assassinats viennent en tête des violations avec respectivement 8 et 7 incidents. Ils sont suivis des incendies, des vols et pillages. Le droit à l'intégrité physique avec 15 violations vient en tête, suivi du droit à la propriété (11), puis les VBG et le droit à la liberté.

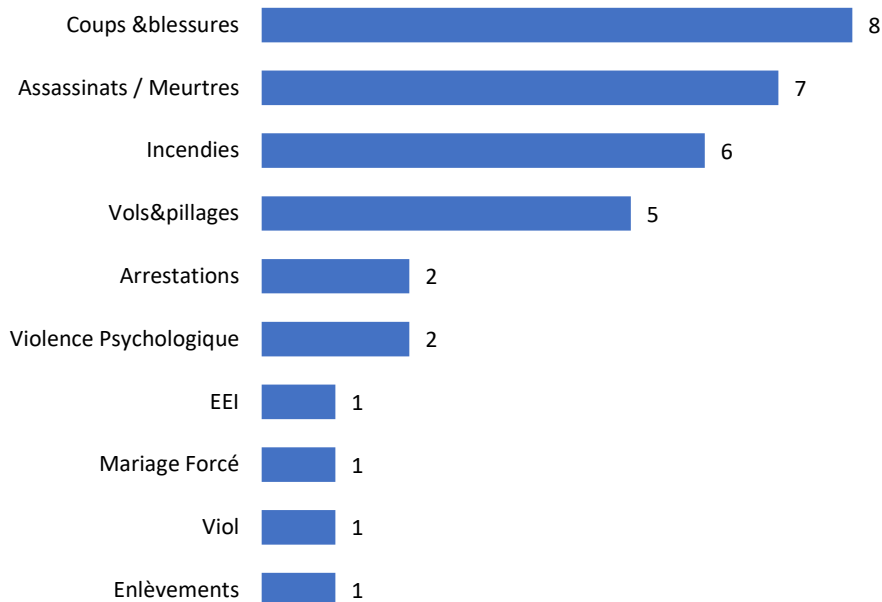
Comparativement au mois de septembre, hormis les enlèvements qui sont continuellement en baisse, les assassinats et les agressions physiques se maintiennent au top niveau. Cela pourrait s'expliquer par le fait que les victimes ne pouvant plus payer les rançons demandées, se font bastonner ou sont tués par les éléments des GANE. Aussi, agissent-ils ainsi afin de montrer leur suprématie, ou la prise au sérieux de leurs menaces et revendications, dans le but d'anéantir toute velléité de révolte, de soumission ou de refus de paiement des rançons.

Victimes des enlèvements en 2020



Du 1er janvier au 31 octobre 2020, ce sont 404 incidents de protection/violations qui ont été rapportés dans la région de Diffa.

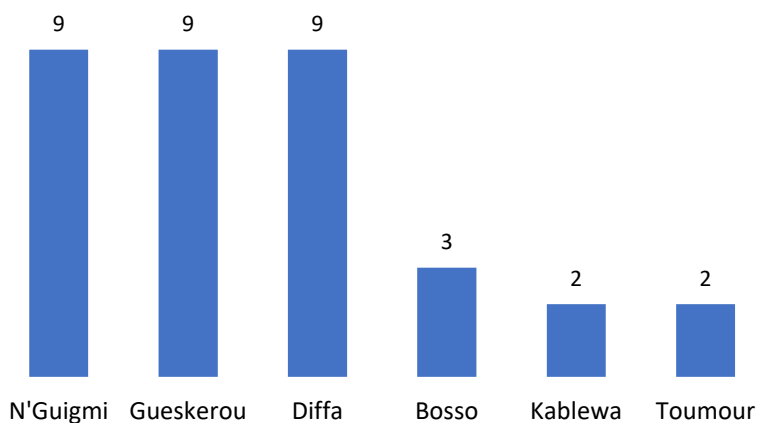
Typologie des incidents en Octobre 2020



D. Répartition des incidents par commune

La commune de **N'Guigmi** reste en tête du classement des communes les plus affectées à égalité avec celles de **Gueskerou** et de **Diffa** en octobre 2020. Ces communes comptent chacune 9 incidents. Elles sont suivies par les communes de Bosso (3 incidents), de Kablewa et de Toumour. Notons que toutes ces zones sont à la frontière avec le Nigeria et les îles du lac Tchad et sont caractérisées par l'activisme des GANE.

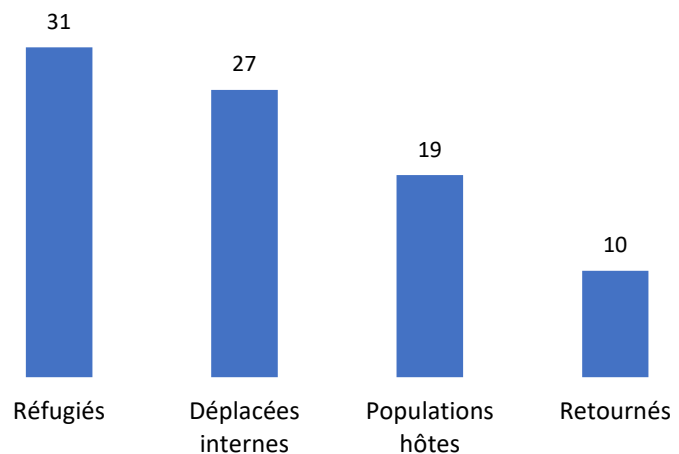
Incidents par commune en Octobre 2020



E. Répartition des victimes par statut légal

Contrairement aux mois d'août et de septembre où les personnes déplacées internes et les populations hôtes étaient respectivement en tête des victimes des incidents, en Octobre 2020, les réfugiés occupent la première position avec 36%. Les retournés arrivent en quatrième position et paient un lourd tribut à l'activisme des GANE avec 11%. Cette analyse conforte l'idée selon laquelle les incidents affectent les populations indépendamment de leur statut légal.

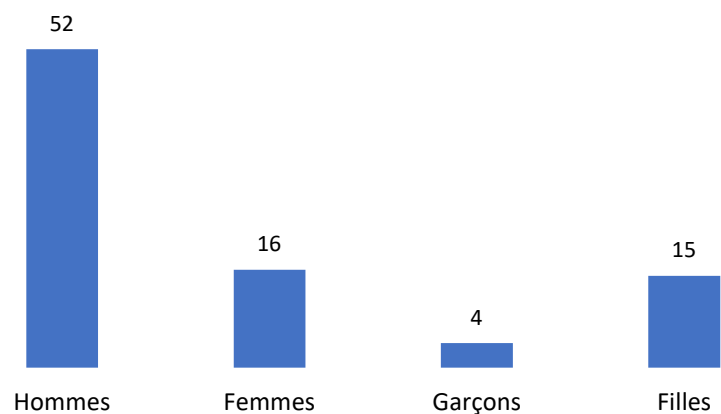
Statut des victimes des incidents en Octobre 2020



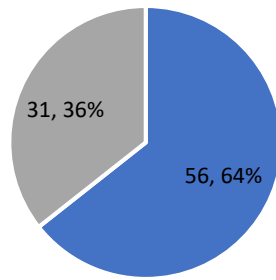
F. Victimes des incidents par genre et âge

Tout comme les mois précédents, les hommes, par leur mobilité en quête des moyens de subsistance ont une fois encore été les plus affectés par les exactions et violations. Ils sont suivis par les femmes et les jeunes filles qui représentent respectivement 18% et 17% des victimes. Les garçons en représentent 5%.

Repartition des victimes selon le genre et l'âge en Octobre 2020

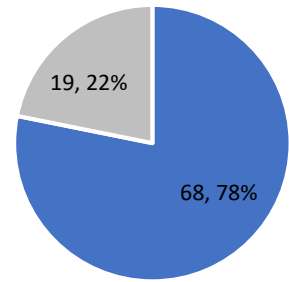


Repartition par Genre



■ Hommes ■ Femmes

Repartition selon l'Age



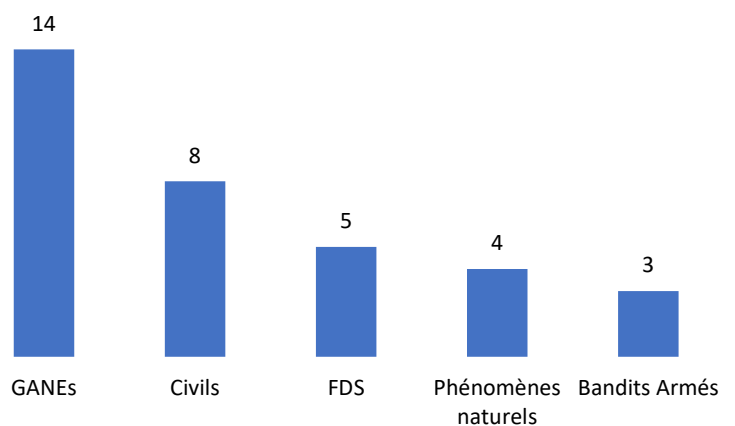
■ Adultes ■ Minuers

G. Auteurs des incidents

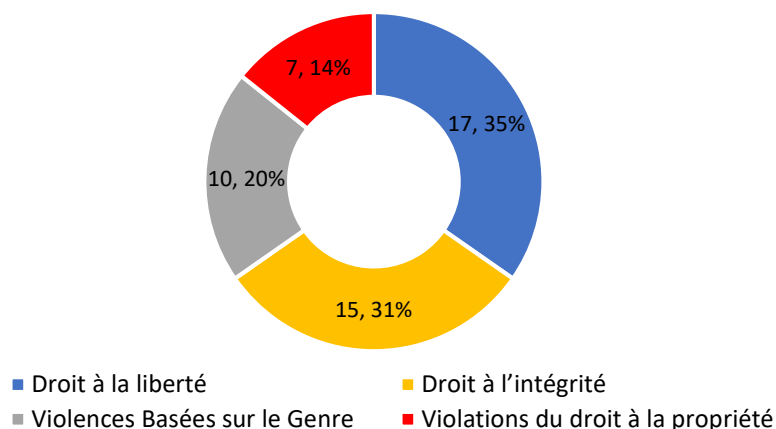
Au cours de la période sous revue, les GANE continuent d'être les principaux transgresseurs des droits humains avec 41%. Contrairement au mois précédent où les FDS étaient en seconde position, les Civils (23%) leur ont ravi cette place à travers des cas de viols, d'agressions sexuelles, de violences psychologiques. Les FDS suivent avec (15%) des exactions, les phénomènes naturels (12%), et les bandits Armés (9%).

Les principaux droits abusés sont le droit à la liberté (17 cas) et le droit à l'intégrité (15 cas) suivis de Violences Basées sur le Genre (10 cas) et des violations du droit à la propriété (07).

Auteurs des incidents en Octobre 2020



Violation des droits en Octobre 2020

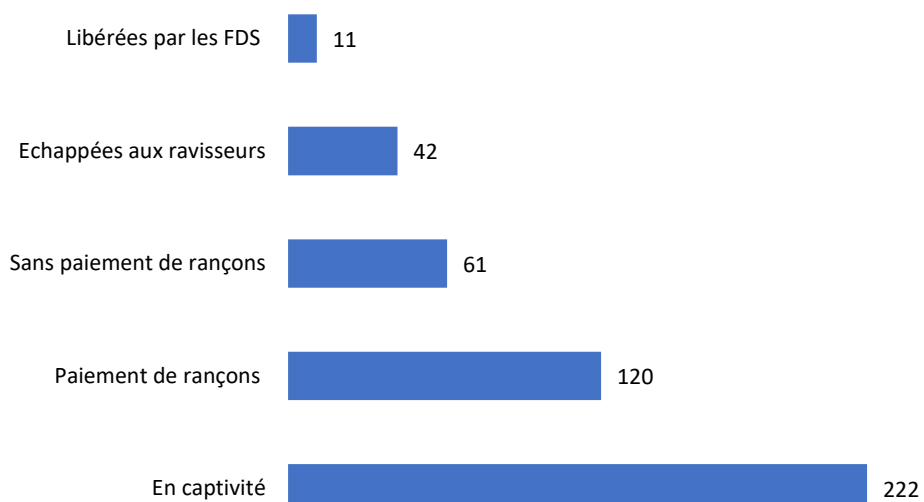


Situation des enlèvements

Au cours de la période sous-revue, un seul cas d'enlèvement a été rapporté par les équipes en charge du monitoring de protection. Ainsi, de janvier à septembre 2020, **109 cas d'enlèvements** ont été répertoriés dans les communes de Bosso, Chétimari, Diffa, Gueskerou, Kablewa, N'Guigmi et Toumour.

Au total **456 individus ont été victimes d'enlèvements** parmi lesquels 120 ont été libérés après paiement de rançons et 61 libérées sans paiement de rançons, 11 libérées par les FDS et 42 ont pu échapper aux ravisseurs. 222 personnes restent toujours en captivité.

Victimes des enlèvements en 2020



Incendies

Au cours de la période examinée, six cas d'incendies ont été enregistrés dans la commune de Diffa. Ces chiffres constituent le double des incendies du mois précédent. Les ménages sinistrés ont connu de lourds dégâts matériels et fort heureusement, il n'y a pas eu de perte en vies humaines.

Avec la fin de la saison pluvieuse et la survenance de l'harmattan caractérisées par les herbes séchées et le soufflement du vent sec, les risques d'incendies sont élevés. Des actions de prévention des feux de brousses telles que les bandes par feu doivent être intensifiées dans toute la région. Un appui continu sera donné aux comités de protections et la DRPC (Direction Régionale de la Protection Civiles) et aux DDPC (Direction Départementale de la Protection Civiles) dans le cadre des sensibilisations « *Préventions et réponses communautaires aux incendies* ».

V. ACCES AUX BESOINS SOCIAUX DE BASE ET ASSISTANCE HUMANITAIRE (BESOINS PRIORITAIRES URGENTS)

Les principaux besoins exprimés par les communautés des différents sites de déplacement sont : l'alimentation, l'opportunité des activités d'autonomisation, la scolarisation, les kits de dignité, les kits d'abris d'urgence, l'eau potable, la santé, y compris le soutien psychosocial.

En termes d'assistance, il convient de noter ce qui suit :

- En réponse aux différentes violations faites sur les populations détentrices de droit, **43 API (Appuis Ponctuels Individuels)** ont été mis à la disposition de certaines victimes remplissant les critères de vulnérabilité. Ce sont des Kits Alimentaires (*niébé 25kg, pagnes, couverture, nattes, savons, moustiquaires, friperie*), des kits pour personnes âgées (*Couvertures, moustiquaire, nattes, boubou, savon*), des kits réparation d'abris (*2 bâches, 1 rouleau de corde, 2 nattes, 2 couvertures*), Kit Bébé (*Accessoires plastiques, Cosmétiques bébé, matelas et moustiquaire bébé, serviette, pagne*) et des séances d'écoute et d'orientation.
- MSF apporte un appui psycho-social aux populations réfugiées du Nigeria nouvellement arrivées à Garin Wazam.

VI. PERSONNES A BESOINS SPECIFIQUES

Au cours du mois d'Octobre 2020, **64 nouveaux cas de PBS** ont été identifiés dont 33 cas à Diffa et 31 cas à N'Guigmi.

Vulnérabilités	Statut	Sexe	Tranche d'âge	Total
Personne sans logement/ sans abris sûr	Réfugiés: 09	Femme: 6 Homme: 3	18-59ans	9
Famille monoparentale extrêmement vulnérable	IDPs: 22 Retournés: 2	Femme: 20 Homme: 4	30 - 59ans	24
Personne sans logement/ sans abris sûr	Réfugiés: 6 IDPs: 13 Hôtes: 4	Femme: 17 Homme: 6	18-59ans	23
Famille monoparentale extrêmement vulnérable	IDPs: 2 Hôtes: 1	Femme: 3	30 - 59ans	3
Personne isolée sans soutien extrêmement vulnérable	Réfugiés: 2 IDPs: 2 Hôtes: 1	Femme: 4 Homme: 1	30 -40ans 40 -70ans	5
Total PBS				64

Tableau des données désagrégées des PBS identifiées au cours du mois d'Octobre à Diffa et à Nguigmi

VII. PREVENTIONS ET REPONSES AUX VIOLENCES SEXUELLES ET SEXISTES

1. Prévention

Face à la problématique en lien avec les VBG dans la région de Diffa, marquée par les violences psychologiques, les cas de viols, le sexe de survie et autres, les communautés elles-mêmes ont identifié les risques de violences que peuvent encourir les personnes en raison de leur sexe et spécifiquement les femmes et les filles. Ainsi, la mobilisation des structures communautaires et des comités de protection se poursuit et se matérialise à travers des séances de sensibilisation des groupes sociaux, des messages radiophoniques et des discussions entre jeunes des quartiers pour mieux sensibiliser leurs paires.

Il s'agit pour les thématiques relayées des mesures préventives et comportements à adopter par la victime et la communauté en cas de survenance de ces incidents.

Les partenaires du monitoring de protection en collaboration avec les différentes Directions départementales de la protection de la femme et de l'enfant (DDPF/PE) continueront à encadrer les comités de protection et à appuyer les structures des femmes, des jeunes et les Comités de Veille Citoyenne (OSC) dans le cadre de la participation communautaire à l'autogestion des problèmes sociaux, dont les VBG.

En outre, afin de consolider les efforts des partenaires dans la lutte contre les VBG, une mission conjointe est prévue par le GTPE dans les prochains jours pour harmoniser les messages de sensibilisation concernant les VBG et la protection de l'enfance. Au cours du mois d'octobre, **257 personnes**, tous statuts confondus, ont été sensibilisées, dont **155 à N'Guigmi**.

2. Réponses

Au cours du mois d'Octobre, 04 cas de VBG ont été identifiés et documentés. Il s'agit de :

- **Un cas de viol** sur une fille réfugiée de 12 ans par un individu non identifié à N'Guigmi ; La survivante a aussitôt été référée au centre de santé. Elle a pu bénéficier de la prise en charge médicale et psychosociale. Le référencement à la police pour une assistance juridique a été fait et le suivi de cette affaire est toujours en cours.
- **Deux cas de violences psychologiques** sur deux femmes IDPs âgées respectivement de 35 ans et 37 ans. La prise en charge psychologique a été faite par les agents du centre d'écoute et d'orientation.
- **Un cas de violence sexuelle** référé au partenaire COOPI pour une prise en charge psychosociale.

VIII. PROTECTION DE L'ENFANCE

La protection de l'enfance demeure un problème majeur dans la région de Diffa. En dehors du **cas de viol sur une fille de 12 ans et un cas de traite d'enfants à des fins criminelles** par des adultes sur deux garçons d'environ 12 ans et 13 ans, l'exploitation économique des enfants dans la ville de Diffa reste déplorable.

L'arrivée massive et continue à Diffa depuis le mois de Mai 2020 des déplacés avec **plus de 300 enfants en âge d'aller à l'école** au niveau du site de Djorikoulo demeure un des défis majeurs en matière de protection de l'enfance. De sources communautaires confirmées par la DRPF/PE, ces enfants seraient utilisées dans le concassage du gravier qui sert aux travaux dans la ville de Diffa. Des investigations sont en cours.

En outre, le manque ou l'insuffisance d'infrastructures scolaires sur le site de Djorikoulo et autres sites de déplacement se pose avec acuité. A cet effet, les acteurs du monitoring ont

alerté le Groupe de Travail Protection (GTP) qui en retour a alerté le sous-groupe protection de l'enfant- éducation en vue de trouver des solutions aux problèmes de l'éducation. Par ailleurs, notons que l'ONG Save The Children a mis en place des EAE (Espace Amis des Enfants) sur le site de Dorikoulo pour contribuer à l'occupation et à l'épanouissement des enfants en attendant des solutions durables pour ces enfants exposés à des risques de déperdition scolaire, mais aussi à des risques d'abus et d'exploitation dans un contexte de précarité économique et d'incertitude sécuritaire impactant le retour aux villages et sites d'origines.

IX. PRINCIPAUX DEFIS ET RECOMMANDATIONS

1. Les défis

Les défis ci-dessous ont eu un impact sur la mise en œuvre des activités du monitoring de protection :

- L'activisme des GANE sur toute l'étendue du territoire de la région de Diffa ;
- La poursuite des mouvements de population avec un faible accès à l'assistance ;
- La persistance de la détérioration de la situation sécuritaire qui affecte négativement l'accès humanitaire dans certaines zones ou localités affectées ;
- La non-satisfaction de certains besoins humanitaires et/ou l'insuffisance de l'assistance humanitaire ;
- La crue de la rivière Komadougou Yobe ;
- La persistance des conflits communautaires.

2. Les recommandations

Domaine	Recommandations	Acteurs de suivi	Niveau d'urgence
Sécurité	Mener le plaidoyer pour le renforcement de la protection et de la sécurité des populations civiles ainsi que la facilitation de l'accès humanitaire dans les zones reculées et identifiées comme « No go »	GTP / FDS	Très urgent
Coordination	Mettre en place un plan de contingence pour les futures victimes des inondations	GTP/GT/SECAL / ABNA	Très urgent
	Prévoir les plans de contingence d'assistance en abris et en vivres pour répondre aux nouveaux besoins de manière plus prompte.		Urgent

Cohésion sociale	Organiser des activités de sensibilisation sur la cohésion sociale au niveau des nouveaux sites de déplacés	GTP/SFCG	Urgent
VBG	Conduire des sensibilisations sur les thématiques liées aux VBG dans toutes les communes (Acteurs de Protection, IRC, COOPI, SGTVBG) Vulgariser l'information sur les services de prise en charge disponibles	SGT VBG	Très urgent
	Planifier des sensibilisations sur la protection de l'enfance	SGTPE	Très urgent

Contacts

Maurice Azonnankpo azonnank@unhcr.org, Chef de la Sous-Délégation UNHCR Diffa, Niger

Salia Yao Adama yao@unhcr.org, Associate Protection Monitoring Officer, UNHCR Diffa SO

Cyrille Ble ble@unhcr.org, Associate Information Management Officer, UNHCR Diffa SO